

Lyon, le 17 Octobre 2012

N/Réf. : Codep-Lyo-2012-056663

**AIR FRANCE CARGO**  
**Espace Fret - Cargoport**  
**69125 LYON ST EXUPERY AEROPORT**

**Objet :** Inspection de la radioprotection du 26 septembre 2012  
Installation : Contrôleur de bagages  
Nature de l'inspection : Radioprotection – Générateurs de rayons X  
Identifiant de l'inspection : INSNP-LYO-2012-1375

**Réf. :** Code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-17 et R.1333-98  
Code du travail, notamment son article R.4451-129

Madame,

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en charge du contrôle de la radioprotection en France, est représentée à l'échelon local en Rhône-Alpes et Auvergne par la division de Lyon.

Dans le cadre de ses attributions, la division de Lyon de l'ASN a procédé à une action de contrôle inopinée de la radioprotection de plusieurs entreprises détenant et/ou utilisant des appareils à rayons X pour le contrôle de colis dans la zone Cargoport de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry (69). Cette action s'inscrit dans une démarche de connaissance des entreprises concernées par la mise en œuvre de la réglementation relative à la radioprotection. Elle a également permis de faire le point sur les éventuels problèmes rencontrés sur le terrain.

L'inspection du 26 septembre 2012 a porté sur le recensement des installations de contrôle de colis et l'organisation de votre établissement relative à la radioprotection des travailleurs. J'ai l'honneur de vous communiquer la synthèse de l'inspection ainsi que les principales remarques qui en résultent.

### **Synthèse de l'inspection**

L'inspection du 26 septembre 2012 de l'entreprise AIR FRANCE CARGO à l'aéroport de Lyon Saint Exupéry (Rhône) a porté sur l'organisation et les dispositions mises en œuvre pour assurer la radioprotection du personnel. L'entrepôt contenant l'appareil à rayons X a été inspecté.

Les dispositions réglementaires de radioprotection des travailleurs sont globalement respectées. Toutefois, l'entreprise doit faire une demande d'autorisation de détention de son appareil à rayons X auprès de l'ASN.

## A. Demandes d'actions correctives

### ◆ **Situation administrative**

Au cours de la visite, les inspecteurs ont constaté que l'appareil que vous détenez n'a pas fait l'objet de la demande d'autorisation auprès de l'ASN prévue par les articles R.1333-23 à R.1333-37 du code de la santé publique.

**A1. Conformément aux articles R.1333-23 à 37 du code de la santé publique, je vous demande d'adresser à la division de Lyon de l'ASN un dossier de demande d'autorisation de détention de votre appareil à rayons X. Ce formulaire de demande est téléchargeable sur le site [www.asn.fr](http://www.asn.fr) (formulaire IND/GE/01).**

### ◆ **B. Demandes de complément**

Lors de cette inspection inopinée, les inspecteurs n'ont pas pu consulter un certain nombre de documents relatifs aux obligations réglementaires.

**B1. Je vous demande de transmettre à la division de Lyon de l'ASN la copie des trois derniers rapports des contrôles d'ambiance réalisés en application des articles R.4451-29 à 31 du code du travail et de l'arrêté du 21 mai 2010 sur les contrôles techniques de radioprotection.**

**B2. Je vous demande de préciser à la division de Lyon de l'ASN les modalités de gestion des événements significatifs intégrant le risque radiologique mises en œuvre dans votre établissement en application de l'article R.1333-109 du code de la santé publique.**

### ◆ **C. Observations**

Néant



Vous voudrez bien me faire part de vos réponses et observations concernant **ces demandes d'actions correctives et ces demandes de compléments** dans un délai qui ne dépassera pas **deux mois**, sauf mention contraire précisée dans cette lettre.

Pour les engagements que vous seriez amené à prendre, je vous prie de bien vouloir les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de réalisation.

Ma division reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire. Sachez enfin qu'à toutes fins utiles, je transmets copie de la présente à l'inspection du travail.

Par ailleurs, conformément au droit à l'information en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection fixé par l'article L.125-13 du code de l'environnement, la présente sera mise en ligne sur le site internet de l'ASN ([www.asn.fr](http://www.asn.fr)).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

**L'adjoint au chef de la division de Lyon de l'ASN,**

Signé par

**Sylvain PELLETERET**